

## Résumé de l'Avis de la Mission d'Appui aux PPP sur le projet de Centre Nautique à CREST 7 nov 2013

### Observations de la mission d'appui:

Le projet de faible taille est clairement présenté. Il faudrait être particulièrement vigilant dans la maîtrise des couts. On peut regretter que la gestion des activités annexes a caractère commercial n'aient pas été confiées au privé. La mission demande si le transfert de la commune à l'intercommunalité a bien été réfléchi au niveau des responsabilités juridiques.

### Analyse juridique:

Des trois critères légalement nécessaires à la mise en place d'un PPP,

- le critère d'urgence ne peut pas s'appliquer.
- le critère de complexité du projet est retenu comme pertinent
- Le critère de l'efficacité montre un certain avantage économique au PPP, MALGRE le fait que *l'étude préalable n'ait pas fait de prévisionnel de recettes financières* sur les activités annexes.

Elle n'a pas fait non plus d'estimation sur les perspectives de recettes d'exploitation.

**Un bilan prévisionnel du budget économique global aurait permis une estimation du degré d'autofinancement.** (entre les lignes=> on sait pas où on va...)

### Analyse comparative de différents montages contractuels possibles:

Aucun des schémas présentés n'est pertinent

- Pas de business plan
- Non pertinence et incertitudes sur les conventions d'exploitation proposées.
- Le dispositif CREM envisagé par la commune (marché public de conception réalisation, exploitation et maintenance) semble impossible à utiliser, les conditions de recours au CREM ne sont pas remplies..

Deux schéma sont retenus, le schéma MOP et le schéma CP: la mission d'appui valide ces 2 schémas. Cependant *l'exploitation n'est pas prise en compte dans ces schémas*, et il faudra être très attentif, car l'activité du centre nautique relève du service public et d'un service privé.

Le calendrier qui avantage le schéma CP (contrat de partenariat privé) plutôt le schéma MOP (marché public).... Attention, ce calendrier n'est pas réaliste.

La durée retenue pour le contrat de 18 ans est vraiment une fourchette basse au vu de cas comparables; il conviendrait de laisser la durée de contrat ouverte... (sous-entendu 18 ans ne vont pas suffire à tout payer)

### Evaluation de couts:

Elle est bien trop peu détaillée, et manque de bases techniques.

La comparaison MOP/CP reste sommaire.

### Financement:

Le montant d'investissement de 15M€ est sous le seuil d'un investissement en PPP. On aurait pu envisager d'autres financements, comme le credit bail, ou "corporate".potentiellement moins chers.

Au vu de l'endettement actuel de la commune, la commission demande de privilégier des emprunts à taux fixe, plutôt qu'à taux variables.

### Aspects fiscaux:

L'analyse actuelle demande des approfondissements importants.

Risques:

La méthodologie adoptée est classique et suffisante. Lorsque les risques sont bien calculés, l'avantage du choix du schéma PPP est très modeste en regard d'un financement Marché public traditionnel.

Synthèse:

Le recours au PPP est établi au titre de la complexité, et l'emporte sur un financement traditionnel MOP.

L'analyse comparative CP/MOP est globalement satisfaisante, malgré une estimation des couts un peu sommaire, et l'utilisation de coefficients peu étayés.

On regrette l'absence d'évaluation de recettes.

La mission demande plus de clarté d'analyse pour les effets fiscaux potentiels, et de préciser la question de l'assujettissement à la TVA.

Sous ces réserves la mission émet un avis favorable pour le PPP.

EF